

[Français]

L'INDUSTRIE**L'INVESTISSEMENT DANS UNE USINE DE LA PRATT & WHITNEY—LES CONSÉQUENCES**

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, dans un article du journal *La Presse*, signé par M. Gilbert Lavoie, nous apprenions qu'une autre fois les Québécois s'étaient fait rouler par ce gouvernement conservateur. En effet, le 14 février, le gouvernement conservateur, à grands renforts, annonçait l'investissement de 575 millions de dollars pour l'usine de la Pratt & Whitney. Malheureusement, ces gens-là ont oublié de dire la vérité. Tout d'abord, le projet avait été décidé sous l'ancien gouvernement libéral, en 1983. Deuxièmement, hier j'ai rencontré les dirigeants de l'entreprise, et ils ont démenti clairement les citations voulant que le premier ministre soit intervenu personnellement pour que les emplois soient créés dans l'est, c'était convenu dans le contrat. Troisièmement, les ministres en cause ont oublié de faire mention que 40 p. 100 des emplois qui seront créés le seront à l'extérieur du Québec. Monsieur le Président, cela démontre une autre fois qu'il ne faut jamais se fier à ces conservateurs.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE**LA SITUATION DES AGRICULTEURS**

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, je prends la parole au nom des agriculteurs canadiens qui sont terriblement déçus par le budget du ministre des Finances (M. Wilson). Les miettes accordées pour aider les agriculteurs criblés de dettes sont un reflet de l'attitude du gouvernement à l'égard de ce secteur. Le gouvernement tient tellement à aider les agriculteurs qu'il est disposé à les aider à se recycler. Autrement dit, il dit aux agriculteurs de se retirer des affaires et de ne pas espérer recevoir d'aide du gouvernement.

● (1415)

Pendant la campagne électorale, les ministres avaient pourtant promis toutes sortes de cadeaux aux agriculteurs. Il est temps de livrer la marchandise, pas demain, mais tout de suite. Les agriculteurs ont besoin d'aide et le gouvernement a le devoir et la responsabilité de leur apporter cette aide.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE BUDGET**L'ACCUEIL RÉSERVÉ PAR LES MILIEUX D'AFFAIRES ET LES MARCHÉS INTERNATIONAUX**

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre des Finances. Pourquoi le ministre fait-il un effort absolument

Questions orales

sans précédent pour essayer de vendre son budget auprès des hommes d'affaires et des entreprises aux États-Unis? La raison est-elle que c'est parce que les milieux d'affaires canadiens et les marchés internationaux ont perdu confiance dans son budget et son gouvernement?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Non, absolument pas, monsieur le Président. Je voudrais simplement signaler au chef de l'opposition que depuis la présentation du budget, les valeurs boursières ont augmenté de jour en jour, jeudi, vendredi, lundi et encore aujourd'hui. Il y a eu une hausse de 42 points au cours de ces quatre jours. Le marché boursier a confiance dans le budget.

Des voix: Bravo!**LES RENCONTRES DES FONCTIONNAIRES AVEC DES AMÉRICAINS**

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le ministre, son sous-ministre et ses collaborateurs déploient des efforts absolument sans précédent pour convaincre les Américains que ce budget présente certaines qualités. Le ministre est devenu la marionnette de Wall Street.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le premier ministre lui sert d'entraîneur. J'ignore si l'entraîneur devrait ou non envoyer un message au quart-arrière; je ne pense pas que cela améliorera les choses.

M. Mulroney: Votre quart-arrière est parti.**Des voix:** Bravo!**M. le Président:** A l'ordre. La question, s'il vous plaît.

M. Turner (Vancouver Quadra): Le ministre des Finances peut-il nous dire ce que ses fonctionnaires disent, en privé, aux Américains et qu'il ne dit pas aux Canadiens?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, ce genre de question est parfaitement ridicule. Nos fonctionnaires sont aux États-Unis et ils ont également tenu des réunions, ici, avec les intéressés, pour expliquer les différents éléments du budget. Cela n'a rien de nouveau. Ils communiquent le même genre de renseignements aux Canadiens et aux Américains. Je suis sûr que le haut commissariat à Londres fait la même chose.

L'INCIDENCE SUR LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, jamais le ministère des Finances ou un ministre n'avait déployé autant d'efforts pour faire approuver un budget à l'étranger. En général, un ministre se contente d'expliquer sa teneur aux Canadiens, mais celui-ci doit faire valoir ses mérites dans le monde entier pour empêcher l'effondrement de notre dollar. Il nous a dit d'attendre le budget pour voir si le dollar se stabiliserait. Que fait-il pour le soutenir maintenant qu'il l'a présenté? Quels efforts fait-il en ce sens?